



PREFET DU GERS

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du droit de l'Environnement
n° 32-2017-02-22-005

**ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
RELATIF A LA MISE A JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET REGLEMENTAIRE PAR LA
SAS NOVASOL POUR LE SITE QU'ELLE EXPLOITE SUR LA COMMUNE DE JUILLAC**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU** le titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles R. 512-31 à 33 du code de l'environnement relatifs à la déclaration d'une modification apportée par l'exploitant ;
- VU** le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et en particulier son article R. 513-1 relatif au fonctionnement des installations au bénéfice des droits acquis ;
- VU** le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique n° 2160 ;
- VU** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment la suppression de la rubrique n° 1412 et la création de la rubrique n° 4718 ;
- VU** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique n° 4718 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU** la circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 8 novembre 2016 nommant M. Guy FITZER secrétaire général de la préfecture du Gers ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2016 portant délégation de signature à M. Guy FITZER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2000 autorisant la SA SORDES à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales à JUILLAC ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2003 modifiant les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2000 autorisant la SA SORDES à exploiter des installations de stockage de séchage et de conditionnement de céréales sur le territoire de la commune de JUILLAC ;

VU le courrier de l'exploitant, en date du 10 juillet 2012, déclarant le changement d'exploitant au profit de la SAS NOVASOL ;

VU le courrier de l'exploitant, en date du 22 février 2016, déclarant son intention d'exploiter un dépôt d'engrais liquide à déclaration sur le site, répertorié sous la rubrique n° 2175 ;

VU le courrier de l'exploitant, en date du 22 février 2016, se positionnant vis-à-vis de la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;

VU le courrier de l'exploitant, en date du 22 février 2016, se positionnant vis-à-vis de la modification de la nomenclature des installations classées concernant la suppression de la rubrique n° 1412 et la création de la rubrique n° 4718 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 octobre 2016 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 31 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que la coopérative NOVASOL s'est positionnée par courrier en date du 22 février 2016 sur la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;

CONSIDERANT que la modification de la rubrique n° 2160 entraîne une différenciation entre les silos plats et les silos verticaux ;

CONSIDERANT que la coopérative NOVASOL s'est positionnée par courrier en date du 22 février 2016 sur la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 4718 ;

CONSIDERANT que la coopérative NOVASOL a déclaré par courrier en date du 22 février 2016 son intention d'exploiter un dépôt d'engrais liquide à déclaration sur le site, répertorié sous la rubrique n° 2175 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas formulé dans le délai de quinze jours qui lui était imparti, d'observation particulière sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis par courrier en date du 31 janvier 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - Descriptif des produits autorisés et des volumes :

La SAS NOVASOL dont le siège social est situé rue de La Menoue, 32 400 Riscle, est autorisée à exploiter, sur la parcelle n° 851 de la section B, une installation de stockage et de séchage de céréales sur le territoire de la commune de Juillac au lieu-dit « Au Aouede ».

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 29 décembre 2003 est abrogé et remplacé par le tableau de classement des installations et activités exercées sur le site suivant :

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2 Autres installations :	2160-2-a	18 003 m ³	A
a) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³			

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	2910 A 2	6,9 MW	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	4718.2	42 tonnes	DC
Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l 2. Supérieure à 100 m ³ mais inférieure à 500 m ³	2175.2	120 m ³	D
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1- Silos plats	2160-1	3 066 m ³	NC

A = Autorisation ; D = Déclaration ; DC : déclaration soumis à contrôle périodique ; NC = Non Classé

Article 2 : Stockage de céréales (silos verticaux)

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables sont applicables.

Les bureaux administratifs sont implantés à plus de 10 mètres des silos plats et 25 mètres des silos verticaux.

Article 3 : Stockage de gaz inflammables liquéfiés

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 modifié par l'arrêté du 11 mai 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées sont applicables.

Article 4 : Dépôt d'engrais liquides

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sont applicables.

Article 5 : Textes applicables

Dates	Textes
29/03/2004	Arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : section III - Dispositions relatives à la protection contre la foudre
07/01/2003	Arrêté du 07 janvier 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718
05/12/16	Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration

Article 6 : Dispositions particulières

Un récolement sur le respect du présent arrêté doit être exécuté par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce contrôle pourra être renouvelé à la demande du préfet sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 - mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 5123-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Juillac pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de la commune de Juillac fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Gers, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la Préfecture.

Cet extrait sera également affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la SAS NOVASOL.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la SAS NOVASOL dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 8 – délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative. Il pourra être déféré à la juridiction administrative de PAU - BP 543 – PAU CEDEX par :

- -par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- -par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 9 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la SAS NOVASOL.

ARTICLE 10 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Mirande, le directeur régional de l'environnement, du logement et de l'aménagement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de Juillac.

Fait à Auch, le **22 FEV. 2017**
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Guy FITZER

